

REPUBLIQUE DU BENIN

MISSION DE DECENTRALISATION

PROGRAMME D'APPUI AU DEMARRAGE
DES COMMUNES

 AFRIQUE CONSEIL

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE KARIMAMA

Consultant

Nestor René AHOYO ADJOVI

*Sous la supervision de M. Emmanuel GUIDIBI,
Directeur Général du Cabinet « Afrique Conseil »*

Avril 2006

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
Remerciement.....	7
INTRODUCTION.....	8
<u>CHAPITRE I : CADRE PHYSIQUE ET ADMINISTRATIF</u>	9
1.1 Cadre physique	9
1.2 Cadre Administratif.....	10
<u>CHAPITRE II : POPULATION</u>	11
2.1 Etat de la population	11
2.2 Mouvements de la population	11
2.3 Ménages.....	12
2.4 Ethnies	12
2.5 Religions.....	13
2.6 Habitat.....	13
<u>CHAPITRE III : ORGANISATION SOCIALE</u>	14
3.1 Pouvoir politique traditionnel	14
3.2 Pouvoir politique moderne.....	14
3.3 Système de parenté (Les différentes formes de mariage)	14
3.4 Place de la femme dans la société	14
<u>CHAPITRE IV: ACTIVITES ECONOMIQUES</u>	15
4.1 Agriculture	15
4.2 Elevage	17
4.3 Emploi	20
4.4 Energie et Eau.....	20
4.5 Transport et communications	21
4.6 Commerce	21
4.7. Circuits de commercialisation	22
4.8 Tourisme et hôtellerie	22
4.9. Pêche et chasse.....	22
4.10 Autres services	23

<u>CHAPITRE V : SECTEURS SOCIAUX</u>	23
5.1 Santé	23
5.2 Education.....	25
5.3 Alphabétisation	25
5.4 Centres de formation	25
5.5 Arts, culture, sports et loisirs	26
<u>CHAPITRE VI : RESSOURCES FINANCIERES</u>	26
6.1 Evolution du budget communal	26
6.2 Recettes	26
6.3 Dépenses	27
<u>CHAPITRE VII : CONTRAINTES ET ATOUTS DE LA COMMUNE</u>	27
7.1. Milieu physique	27
7.2. Niveau organisationnel	27
7.3. Agriculture.....	27
7.4. Elevage.....	27
7.5. Education primaire	28
7.6. Education Secondaire.....	28
7.7. Unités économiques.....	28
7.8. Commerce	28
7.9. Energie.....	28
7.10. Art, Sport, Culture	28
7.11. Ressources Financières	28
<u>CHAPITRE VIII : PRINCIPALES FILIERES PORTEUSES</u>	29
<u>CHAPITRE IX : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS</u>	32
<u>CONCLUSION</u>	33

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABE	Agence Béninoise de l'Environnement
APE	Association des Parents d'Elèves
ARDET	Agence Régionale de Développement du Tourisme
C/CS	Chef Circonscription Scolaire
CA	Chef d'Arrondissement
CARDER	Centre d'Action Régional pour le Développement Rural
CB	Chef Brigade
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CeCPA	Centre Communal de Promotion Agricole
CeRPA	Centre Régional de Promotion Agricole
CI	Classes
CLCAM	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel
CNSR	Centre National de Sécurité Routière
CPRP	Caisse Populaire de Réduction de Pauvreté
CPS	Centre de Promotion Sociale
CS	Centre de Santé
CSA	Centre de Santé de l'Arrondissement
CSE	Comité de Suivi Evaluation
CVEC	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit
DCGC	Division Chargée de la Gestion des Carrières
DDEPS	Direction Départementale de l'Enseignement Primaire et Secondaire
DDPD	Direction Départementale du Plan et de Développement
DDS	Direction Départementale de la Santé

EQF	Ecole à Qualité Fondamentales
FENAB	Fédération Nationale des Artisans du Bénin
FODEFCA	Fonds de Développement de Formation Continue et d'Apprentissage
GVC	Groupements à Vocation Coopérative
INSAE	Institut National de Statistique et d'Analyse Economique
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCPPD	Ministère Chargé du Plan, de la Prospective et du Développement
MDN	Ministère de la Défense Nationale
MEHU	Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme
MEPS	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire
MFE	Ministère des Finances et de l'Economie
MISD	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation
MMEH	Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique
MOS	Matrice d'OrientatIon Stratégique
MSP	Ministère de la Santé Publique
NF	Non Fonctionnel
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPT	Office des Postes et Télécommunication
PADEAR	Projet d'Appui au Développement de l'Eau et Assainissement en milieu Rural
PADME	Promotion et Appui au Développement des Micro Entreprises
PADPA	Programme d'Appui au Développement de la Pêche dans l'Artisanale
PAPME	Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Projet de Développement de l'Elevage

PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEH	Protection de l'Environnement et de l'Homme
PIP	Programme d'Investissement Public
PM	Pour Mémoire
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PRODECOM	Programme d'appui au Démarrage des Communes
R/CPA	Responsable Centre de Promotion Agricole
RFUS	Registre Foncier Urbain Simplifié
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIE	Route Inter Etat
RP	Receveur Percepteur
SADE	Service des Affaires Domaniales et Environnementales
SADI	Service des Archives, de la Documentation et de l'Information
SBEE	Société Béninoise d'Energie Electrique
SDCD	Service du Développement et de la Coopération Décentralisée
SE	Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
SH	Service Hydraulique pour la Promotion
SONAPRA	Société Nationale pour la Promotion Agricole
SONEB	Société Nationale des Eaux du Bénin
SSE	Service de Suivi Evaluation
UCP	Union Communale des Producteurs
UVS	Unité Villageoise de Santé

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos vifs remerciements à la Mission de Décentralisation et au PRODECOM (Programme d'Appui au Démarrage des Communes) pour la confiance qu'ils nous ont accordée pour la réalisation de l'étude monographique de la Commune de Karimama.

Nos remerciements vont aussi à Monsieur le Maire de la commune, au Conseil communal, aux Responsables des services techniques aussi bien au niveau central qu'aux niveaux déconcentré et décentralisé pour leur disponibilité et leur contribution.

INTRODUCTION

C'est dans le cadre de l'étude sur « *Le rôle des Communes dans la promotion de l'économie locale et la valorisation des filières porteuses* » que s'inscrit l'élaboration de la monographie économique communale ; en effet c'était l'un des multiples produits attendus de cette étude commanditée par la Mission de Décentralisation et PRODECOM (Programme d'Appui au Démarrage des Communes)

Le Consultant responsable a mené l'étude monographique conformément aux dispositions de collecte de données édictées dans la méthodologie préconisée pour réaliser l'étude ci-dessus citée et sur la base des résultats des ateliers régionaux organisés par zone agro-écologique

La collecte des données a été ainsi réalisée par le consultant en collaboration avec les Représentants des Communes :

- D'abord au niveau de l'unité de documentation de la Commune et par
- Interview individuelle avec les informateurs-clés ;
- Interview avec des groupes/focus-groups ; (institutions publiques, privées, représentants de la société civile, les projets, les ONG et autres partenaires au développement.)

Les entretiens et la collecte des données sont menés sur la base de plusieurs fiches précisant la liste des informations recherchées.

Au cours de l'étude monographique, le consultant a rencontré les problèmes suivants :

- La disponibilité de données statistiques fiables n'est pas toujours chose évidente
- Les rapports des différents services déconcentrés n'étaient pas souvent accessibles
- L'intérêt d'une telle étude ne semblait pas toujours bien perçu ; Cela est dû certainement à l'ambiance préélectorale qui régnait, et qui reléguait au second plan, les activités qui lui sont liées.

Pour une Monographie économique, il manque encore beaucoup de données statistiques qui devront être complétées au fur et à mesure par la Commune elle-même ; il faudra donc considérer la présente version comme une version provisoire susceptible d'être améliorée.

Chapitre I : CADRE PHYSIQUE ET ADMINISTRATIF

1.1 Cadre physique

1.1.1 Situation géographique

La commune de Karimama est située au Nord Ouest du département de l'Alibori. Elle est limitée au Nord par le fleuve Niger au Sud Ouest par la commune de Banikoara, au Sud est par la commune de Kandi, à l'Est par la commune de Malanville. Sa superficie est de 6102 km² soit plus de 5/6 sont couvertes par le Parc National W. le chef lieu de la commune de Karimama est situé à environ 780 km de Cotonou.

1.1.2 Climat

Par sa situation géographique, la commune de Karimama bénéficie d'un climat Sahélo Soudanien avec deux saisons :

- Sèche : Novembre - mi Mai.
- Pluvieuse : mi Mai – Octobre.

Pluviométrie : 600 mm /an

Température moyenne 40°C (Avril Mai – Juin).

Température moyenne 12°C à 25°C Harmattan (Novembre à Mars)

1.1.3. Relief

1.1.4 Sol

Selon les zones, on observe des dépressions, des sols caillouteux et une diversité de formation édaphique.

1.1.5. Réseau hydrographique

Les principaux cours d'eau traversant la commune sont :

- Fleuve Niger
- Mékrou
- Alibori

En plus, Karimama dispose de nombreux bas-fonds, marigots et autres qui constituent des potentialités non négligeables.

1.1.6. Végétation

La végétation est caractérisée par une savane Soudanienne et Soudano Sahélienne. Par ailleurs, on rencontre des forêts galeries le long des cours d'eau. On retrouve des espèces végétales allant de Mitragina, Terminalia macroptera, Detarium microcarpum, Burkéa africana et autres

1.2 *Cadre Administratif*

1.2.1. Evolution administrative

La commune de Karimama est subdivisée en cinq (05) arrondissements, seize (16) villages et deux (02) quartiers de ville. Le conseil communal est installé par le préfet Borgou / Alibori, le 13 février 2003.

- Nombre de conseillers élus neuf (09) pour cinq (05) ans.
- Organe exécutif : le Maire
- Organe délibérant : le conseil communal ou l'assemblée locale
- Les commissions du conseil communal : trois (03) commissions permanentes sont créées :
 - La commission des Affaires Economiques et Financières
 - La commission des Affaires Domaniales et Environnementales
 - La commission des Affaires Sociales et Culturelles

1.2.2. Services techniques, administratifs et partenaires au développement

- Les structures endogènes de développement locales telles que l'UCP, Les GV, les GF etc.
- Et les ONG et autres institutions financières externes à la commune (DED, MCDI, USAID, SNV, APEM ONG, BED, INRAB, CERABE etc.).

Chapitre II : POPULATION

2.1. *Etat de la population*

2.1.1. Historique du peuplement

Le village de Karimama créé vers le milieu du 19^{ème} siècle avec l'arrivée de ses premiers habitants les gourmantché, qui ont quitté le Burkina Faso. Ainsi Karimama vient d'un mot Gourmantché et signifie étymologiquement « là ou l'on reste en paix ». Ce n'est que plus tard que sont arrivés les Dendi du Malien passant par le Niger. Ils se sont installés dans le village de Karimama obligeant les Gourmantchés à se retirer à Mamassy Gourma, à Kofounou, Kompanti et à Loubouloubou.

Les autres ethnies qui peuplent la commune sont les Peulh éleveurs et les Haoussa pêcheurs et commerçants.

2.1.2. Evolution de la population

- Population (RGPH3, 2002) : 39579 habitants
- Population masculine : 19792 habitants
- Population féminine : 19787 habitants
- Taux d'accroissement intercensitaire : 3,18%
- Indice synthétique de fécondité : 7,17
- Taux de natalité : 43,3%
- Taux de mortalité des moins de 05 ans : 121,4%

La population active est comprise entre 15 à 55 ans et représente les 46% de la population.

2.2. *Mouvement de la population*

2.2.1. Natalité

En 1992, les estimations du RGPH situaient la population de la commune de Karimama à quelques 29071 habitants composés de 14494 femmes contre 14577 hommes. La population rurale est de 28205 habitants, soit 97,0% contre 866 habitants soit 3,0% pour la population urbaine. Les estimations du RGPH de février 2002 font état de 39747 habitants avec 19874 femmes contre 19873 hommes. Le taux d'accroissement intercensitaire 1992 – 2002 est de 3,18%. La population de Karimama est donc passée de 29071 habitants à 39747 habitants soit une augmentation de 10676 habitants en 10 ans. Si cette tendance se

maintient d'ici l'année 2012, la population de Karimama serait de 50423 habitant. Taux de Natalité : 43,3%.

2.2.2. Migrations

Les deux formes de mouvements migratoires s'observent dans la commune de Karimama de façon saisonnière ou définitive à la recherche des terres cultivables et de l'argent.

- L'immigration : Elle concerne les Nigériens Djerma, les Haoussa du Nigéria, les Maliens, les Togolais, les Ghanéens et les Burkinabè, qui viennent à la recherche de terres cultivables, de vivres, pour la pêche et le petit commerce.
- L'émigration : les jeunes de la commune quittent pour se rendre au Togo, Nigéria, Ghana et à Cotonou pour chercher de l'argent. L'émigration des Peulhs transhumants vers le centre et le Sud du Bénin n'est aussi pas à négliger.

2.3. *Ménages*

2.2.3. Structure par âge et par sexe de la population

La répartition de la population par sexe fait apparaître une légère dominance des femmes selon le RGPH 2002. Les femmes représentent 50,002% de la population contre 49,998% pour les hommes.

2.2.4. Taille des ménages

Le nombre de ménage s'élève à 3766 ménages en 1992 dont 3542 ruraux. La taille moyenne des ménages est de 7,7. Les ménages ruraux ont une taille de 8.

2.4. *Ethnies*

Les ethnies rencontrées dans la commune sont :

- Gourmantchés 9,0% de la population
- Dendi 63,8% de la population
- Peulh 18,3% de la population
- Haoussa, Yorouba, Fon, Bariba 7,1% de la population.

2.5. Religion

La religion dominante dans la commune est l'islam. Elle est pratiquée par 91,3% de la population. Le catholicisme et le protestantisme sont pratiqués respectueusement par 1,5% et 0,1% de la population. Les autres religions représentent 3,5% (Source : Atlas monographique des communes de juin 2001).

2.6. Habitat

2.6.1. Type d'habitat

Prédominance de l'habitat traditionnel, absence de plan d'aménagement. Habitat non durable, occupation anarchique des domaines par défaut du plan d'aménagement. Le matériau de construction le plus utilisé dans la commune est l'argile.

2.6.2. Mode d'éclairage

Pas d'énergie électrique en dehors de quelques groupes électrogènes et plaques solaires qui alimentent quelques services et localités.

Utilisation quotidienne des lampes.

2.6.3. Mode d'approvisionnement en eau

Traitement des puits et étiage des cours d'eau sont observés. Ainsi retrouve-t-on les puits et les pompes. L'approvisionnement en eau constitue un problème à Karimama. En effet, les points d'eau qui existent sont non seulement insuffisants mais saisonniers. Ainsi ils sont pour la plupart des puits non aménagés ou puits traditionnels dont les eaux sont polluées, véritable source de maladie.

Le fleuve Niger et ses deux affluents qui sont l'Alibori et la Mékrou qui traversent la commune Karimama offrent des possibilités d'approvisionnement en eau pour les populations riveraines mais il s'agit d'une eau souillée destinée aussi à l'abreuvement du bétail.

2.6.4. Type d'aisance

Enfin il faut noter que la nature constitue essentiellement le lieu d'aisance des communautés du fait de l'insuffisance de latrines publiques et familiales. En effet il n'y a qu'une seule latrine publique à Karimama centre. Les latrines familiales se comptent au bout des doigts. Quand aux latrines institutionnelles (publiques), on enregistre une cinquantaine dans la commune. Ces comportements néfastes

pour la préservation de l'environnement et dégradant le cadre de vie, devraient progressivement être supprimés grâce à des actions de sensibilisation et d'éducation de la population plus accrue.

Chapitre III : ORGANISATION SOCIALE

3.1. Pouvoir politique traditionnel

Le pouvoir politique a existé jusqu'en 1958, date de la mort du dernier roi. Depuis lors, il n'en existe plus faute d'entente des lignées princières pour dégager un roi. La commune ne connaît donc plus que le pouvoir moderne

3.2. Pouvoir politique moderne

Le pouvoir politique moderne se compose :

- Du conseil communal avec à sa tête le Maire
- Des services de la Mairie
- Des services déconcentrés de l'Etat
- Des organisations de la société civile (OP, diverses associations, GF, etc.)
- Des prestations de services (bureaux d'études, entreprises, etc.)
- Des partenaires au développement (Projet, ONG, bailleurs de fonds)
-

3.3. Système de parenté (les différentes formes de mariages)

C'est la forme de mariage la plus répandue. Se déroule dans la forme religieuse. La réticence des populations au mariage moderne s'est accentuée depuis le passage dans la commune d'un comité venu exploser. Expliquer et vulgariser le nouveau code de la personne et de la famille.

3.4. Place de la femme dans la société

Les activités reproductives ont de tous temps relevé du domaine de compétence de la femme. Il lui revient pour l'essentiel avec ses filles, les tâches domestiques courantes comme la vaisselle, la lessive, la préparation des repas, le nettoyage des cours.

Si les femmes aident de plus en plus les hommes dans les tâches productives, rares sont à l'inverse, les hommes qui aident les femmes dans les activités reproductives.

Au plan socio culturel, la principale tâche des femmes pendant les cérémonies est d'assurer la préparation de la nourriture et la corvée d'eau, particulièrement pénibles dans ces circonstances. On peut estimer que les femmes accomplissent 50% des activités liées à l'organisation des cérémonies. Elles sont absentes des bureaux de 19 (GV et UCP) et du APE. Mais la multiplication des projets mi en œuvre dans la commune ces dernières années et les exigences de certains partenaires au développement ont permis de constater leur présence au sein de plusieurs comités. Il y a donc une tendance généralisée dans le milieu pour leur inclusion dans les organes des décisions locale. Il reste cependant beaucoup à faire car jusqu'à présent elles assistent rarement aux réunions communautaires du village à cause de l'influence de la tradition et de l'islam.

Les femmes ont de plus en plus accès à leurs revenus propres tirés de leurs activités économiques personnelles sans pouvoir toujours décider seules de l'utilisation de ces revenus. Elles affectent prioritairement les revenus tirés de leurs de leurs champs ou des activités artisanales sans en informer leur mari ont :

- L'acquisition des bols, des bijoux et des vêtements
- L'habillement des enfants
- Préparation du mariage de leurs filles
- L'accord de prêt à leur mari en cas de besoins etc.

Chapitre IV : ACTIVITES ECONOMIQUES

Les revenus des populations proviennent essentiellement de l'agriculture. Ils varient entre 50 et 80 mille par an par ménage.

4.1. Agriculture

4.1.1. Terres agricoles

Les terres de la commune sont faciles à exploiter et la culture attelée est assez répandue. Les agriculteurs sont confrontés au manque de surfaces cultivables, à la divagation des animaux, à l'appauvrissement croissant des terres et au manque de débouchés pour certains produits.

Le principal problème que rencontre l'Agriculture est le manque d'aires cultivables, le parc W occupant environ la 2/3 de la superficie de la commune. Cette situation contraint les paysans à exploiter les mêmes terres pendant des années en utilisant les engrais chimiques.

Le parc occupe déjà la 2/3 et le pâturage occupe une bonne partie avec les habitations. La surface cultivable s'estime au 1/10 des terres de Karimama.

4.1.2. Productions

Les superficies et les productions sont en augmentation d'une campagne à l'autre. Des efforts sont effectués pour accroître les productions agricoles et réduire la dépendance vivrière de la commune vis à vis d'autres et même de certains pays frontaliers.

Campagnes	Superficies (ha)	Productions (tonnes)
1999 – 2000	16879	17346,35
2000 – 2001	16879	17029
2001 – 2002	30015	27405
2002 – 2003	49233	49193

4.1.3. Céréales

Les céréales se composent de : sorgho, mil, maïs et riz. Les chiffres du présent tableau confirment bien ceux du précédent et la dépendance alimentaire que connaît la commune peut être réduite.

Campagnes	Superficies (ha)	Productions (tonnes)
1999 – 2000	10958	10291
2000 – 2001	10958	10292
2001 – 2002	22545	19656
2002 – 2003	32905	31812

4.1.4. Cultures de rentes

Le coton est l'une des principales cultures de rentes. Ensuite vient l'arachide qui est la principale culture de rente.

Campagnes	Superficies (ha)		Productions (tonnes)	
	Coton	Arachide	Coton	Arachide
1999 – 2000	1107	3465	10291	4174,75
2000 – 2001	1107	3464	10292	3870
2001 – 2002	2312	3850	19656	3121
2002 – 2003	2950	6148	31812	5675

4.1.5. Structure d'encadrement

On rencontre à Karimama quelques institutions d'accompagnement. Entres autres, on peut citer les services étatiques, CERPA, ONG.

4.2. *Elevage*

4.2.1. Effectif du cheptel

De 1995 à 2005, le cheptel a connu un accroissement de 12,70% pour les bovins, 27,18% pour les ovins, 13,69% pour les caprins, 17,72% pour les asines, et 16,66 % pour les volailles. Le taux d'accroissement des équins est très faible.

L'accroissement pourrait s'améliorer s'il n'y avait pas la forte pression dont les éléments font l'objet du plus part des agents des Eaux et forêts ainsi que les agriculteurs.

En effet, la commune détient 8,11% des bovins, 9,73% des ovins, 16,12% des caprins, 50,64% des asines, 16,95% des équins et 7,71% des volailles, selon les informations recueillies au PADEB.

4.2.2. Les espèces élevées

Années	1995	2000	Taux d'accroissement (%)
Bovins	32950	37747	12,70
Ovins	13252	8200	27,18
Caprins	22276	25810	13,69
Porcins	-	-	-
Asines	130	158	17,7
Equins	75	78	03,84
Volailles	35000	42000	16,66

4.2.3. Différents types d'élevage

La commune ne connaît jusque là que l'élevage sous la forme traditionnelle.

4.2.4. Personnels et structure d'encadrement

La commune ne connaît en tout et pour tout que deux (02) vétérinaires. On n'y note malheureusement aucun barrage sur toute l'étendue du territoire de la commune en raison du caractère restreint des terres de la commune par la proximité du parc W. il n'y a ni parc à bétail ni parc à vaccination. Il n'y a que la boucherie centrale de la Mairie.

4.2.5. Infrastructures pastorales

Quelques couloirs de passage d'animaux bordant le parc W et les proximités des surfaces cultivables. Le problème le plus préoccupant est le manque de pâturage. En effet les 2/3 du territoire communal sont occupés par le Parc W. le 1/3 restant est destiné à la fois à l'Agriculture et à l'élevage. La mauvaise gestion est la source de fréquents conflits entre agriculteurs et éleveurs.

L'élevage est en outre confronté au manque de sites d'abreuvement, surtout en saison sèche. Malheureusement, les recherches hydrologiques pouvant aboutir à la réalisation de retenus d'eau (barrage) n'ont pas abouti. En lieu et place de deux (02) barrages prévus par le PADEB pour faciliter l'accès des animaux à l'eau, quatre puits pastoraux sont en cours de réalisation. Les localités bénéficiaires sont Loumbou-Loumbou, Bogobogo, Illa et garou-Kambou.

Par ailleurs, l'inexistence de couloirs de passage dans certaines zones et le non respect de ceux qui existent par les agriculteurs constitue la raison que les éleveurs évoquent pour justifier les cas de divagation que l'on enregistre au moment des récoltes, de novembre à janvier. Ces couloirs devraient permettre aux troupeaux de bœufs de rejoindre le fleuve Niger pour s'abreuver.

Le déficit hydrique et fourrage contraint les éleveurs Peulhs à émigrer vers le Borgou et le Zou d'où ils reviennent avec des maladies quelques fois inconnues dans la commune.

4.2.6. Santé animale (les principales pathologies)

Existence de certaines maladies de manière endémique comme :

- Au niveau des bovins
 - la péri pneumonie
 - le charbon
 - la trypanosomiase
 - la piroplasmose

- l'ascaridiose
- la distomatose
- Au niveau des petits ruminants
 - une peste des petits ruminants (PPR) qui entraîne la diarrhée et l'écoulement nasal
 - les maladies parasitaires internes (ascaridiose, oxyure)
 - les maladies parasitaires externes (triques, gale, strépotrécose)
- Au niveau des volailles
 - la peste aviaire
 - la variole aviaire
 - la maladie new castle
 - les maladies parasitaires (ascaridiose, arguasse, poux)
 -

4.2.7. Alimentation du cheptel

Le pâturage constitue l'alimentation principale du cheptel. Ensuite les peulhs pendant la saison sèche coupe les branchages aux animaux pour leur alimentation

4.2.8. Produits de l'élevage

Les produits de l'élevage sont essentiellement au nombre de trois. Il s'agit du lait, de la crème et des viandes. Les quantités produites sont très variables. En plus de ces produits essentiels, on a également des produits secondaires comme le cuir, etc.

4.2.9. Mouvements commerciaux

Karimama en raison de son apparent enclavement constitue un important lieu d'échange avec les communes béninoises voisines (Malanville, Kandi Banikoara) et les villages de l'ouest de la République du Niger.

Chaque semaine les gens viennent de ces endroits pour vendre leurs produits et pour acheter.

Les femmes de Kandi viennent au marché de Karimama vendre du maïs, des ignames, du beurre de karité et de la poudre du fruit de néré. Elles achètent surtout du poisson fumé qu'elles revendent dans leur commune.

Les commerçants en provenance de Malanville approvisionnent la population locale en produits manufacturés. Les Nigériens apportent du poisson et du niébé. Ils se ravitaillent en céréales, en tubercules igname et en produits manufacturés.

La population locale offre à ses différents partenaires, du poisson, du gombo sec et du sorgho.

4.3. *Emploi*

L'emploi est inexistant en raison de l'absence des institutions étatiques et des unités de productions telles que les usines. Les seuls postes disponibles et très restreints sont l'enseignement primaire et secondaire où quelques enseignants dits agents communautaires sont recrutés à la charge de la population (des parents d'élèves)

4.4. *Energie et eau*

4.4.1. Energie

Il n'y a pas d'énergie électrique en dehors de quelques groupes électrogènes et plaques solaires qui alimentent quelques services et localités. A Karimama centre, le pré électrification commencée depuis quelques temps n'est plus fonctionnel. En dehors de quelques services déconcentrés de l'Etat tels que la Santé et la gendarmeries et l'administration central, la quasi-totalité des services de la commune est sans électricité. Au sein des communautés, il faut signaler que le village de Monsey dendi est doté en 2003 d'électricité à base d'énergie solaire.

Il est important de noter que les bois de feu, le charbon de bois constituent les principales sources d'énergie. L'hydrocarbure est presque inexistant.

4.4.2. Eau

L'approvisionnement en eau constitue un problème important à Karimama. En effet, les points d'eau qui existent sont non seulement insuffisants mais saisonniers. Aussi, ils sont pour la plus part des puits non aménagés ou puits traditionnels dont les eaux sont polluées, véritable source de maladies.

La population n'ayant pas accès à l'eau potable fait 71% et on observe un tarissement des puits et étiage des cours d'eau.

4.5. *Transport et communication*

4.4.3. Transport

On note à Karimama une inexistence des pistes de desserte rurale et des routes. Seul le transport fluvial sur le fleuve Niger reste jusqu'à présent prometteur.

4.4.4. Communications

Le fleuve Niger constitue avec la route de Guéné Karimama, les deux voies de communication avec l'extérieur. La population attend avec impatience la mise en service du centre téléphonique. Cet outil de communication important est donc totalement inexistant dans la commune. Le manque de radio locale constitue également une grande préoccupation.

4.6. *Commerce*

4.6.1. Infrastructures

On note que chaque arrondissement dispose d'au moins un marché.

Quelques petites boutiques sont disséminées sur le territoire communal. Certaines appartiennent aux nationaux et d'autres à des ressortissants du Niger ou du Mali. Mais aucune d'elles n'est immatriculée.

La répartition des infrastructures commerciales dans la commune de Karimama se présente sous la forme :

- ❖ Dix huit (18) boutiques pour tous les centres (Karimama, Birimi, Lafiarou, Bogo Bogo, Kompa, Monsey).
- ❖ Cinq (05) marchés pour tous les centres (Karimama, Birimi, Lafiarou, Bogo Bogo, Kompa, Monsey).
- ❖ Aucun magasin et aucune société d'Etat ou privée.

4.6.2. Produits

Les femmes de Karimama vendent surtout le maïs, le sorgho, le mil, le gombo sec. Les tomates, le piment, le manioc, les oignons, les pommes de terre, les poissons et viandes.

4.7. *Circuits de commercialisation*

Chaque semaine les gens viennent de plusieurs endroits pour vendre leurs produits ou pour acheter. Ainsi les femmes de Kandi viennent au marché de Karimama vendre du maïs, des ignames, du beurre de Karité et de la poudre de fruit de néré. En retour, elles achètent du poisson fumé qu'elles revendent dans leur commerce.

Les commerçants en provenance de Malanville approvisionnent la population locale en produits manufacturés.

Les Nigériens apportent du poisson et du niébé. Ils se ravitaillent en céréale, en tubercules, ignames et en produits manufacturés.

La population locale offre à ces différents partenaires du bétail, du poisson, du gombo sec et du sorgho.

4.8. *Tourisme et hôtellerie*

Certain ne connaît presque aucune activité malgré l'identification de quelques sites non encore aménagés et d'intérêt plus ou moins évidents.

Le visiteur rencontre une population accueillante et très disponible. On peut visiter le gisement de fer de Loumbou Loumbou, l'Île de l'été, la Pierre fétiche de Tondifoufou, le Palais royal, des embarcadères sur le fleuve Niger et son affluent d'Alibori, les grès de Koutagambou, le paysage pittoresque de Dangazori, la gorge du Mékrou.

Une randonnée sur le fleuve Niger permet d'apprécier le transport fluvial sur le 3ème grand fleuve de l'Afrique. En outre, le parc W dont l'entrée est à 15km de Karimama offre le tourisme de vision de plusieurs espèces animales et végétales ainsi que des formations édaphiques variées.

4.9. *Pêche et chasse*

La pêche continentale est ainsi une activité qui joue un rôle important dans l'économie locale. Cette activité se mène dans tous les arrondissements. C'est une pêche artisanale qui se pratique dans les cours d'eau (Niger, Alibori, Mékrou) et dans les mares. Cela fait de Karimama le principal fournisseur de poissons d'eau douce aux populations des communes de Kandi, Banikoara, Bembéréké, Parakou et même Tchaourou.

En effet, chaque semaine, des dizaines de paniers contenant cette source de protéine quittent la commune. Les principales espèces pêchées sont : le chrysichthus, nizudigitatus, le polypterus palmas, le synodontis schall, le

distichodus rostratin, le labeo parvu, le clarias, le tilapia zillü, le lates niloticus....

Comme engins de pêche, les actifs utilisent le filets, le hameçon, la masse traditionnelle et masse malienne.

Quant à la chasse, elle est presque absente des occupations de la population autochtone ; cependant, des braconniers venus du Niger constituent une menace non négligeable pour ce secteur.

4.10. Autres services

Les autres services sont le CENAGREF et l'OPT. Le premier relève du ministère chargé de l'agriculture et gère le parc W. Le second dont la partie téléphonie est devenue depuis quelques mois Bénin-Télécom s'occupe de la gestion de la seule ligne téléphonique dont dispose toute la commune.

Chapitre V : SECTEURS SOCIAUX

5.1. Santé

5.1.1. Principales maladies

Les principales maladies qui minent la population de Karimama sont : le paludisme, les infections respiratoires ; maladies diarrhéique, malnutrition.

5.1.2. Comportement et Attitudes à l'égard de la maladie

Face aux principales maladies rencontrées à Karimama, on note une réticence des personnes infectées à se faire soigner, une présentation tardive à l'agent du problème sanitaire ; aussi, les femmes ne se laissent pas consulter facilement.

5.1.3. Infrastructures et équipements

La commune de Karimama dispose en matière d'infrastructures sanitaires publiques quatre (04) centres de santé

Un centre de santé au niveau communal à Karimama et trois (03) autres centres de santé niveau arrondissement à Birni Lafia , Kompa Monsey.

Un centre de soins privés à Bello Tounga. Seul l'arrondissement de bogo-Bogobe dispose pas de centre de santé. Les administrés vont au centre de santé de Karimama à Kompa. Quant à l'état des différentes infrastructures de santé,

notons qu'elles sont bonnes mais deux des quatre (04) centres sont clôturés : Birmi Lafia et Kompa.

Le centre de Santé de Karimama (centre de référence) mérite d'être clôturé car c'est le lieu de résidence du Médecin chef de la commune.

5.1.4. Personnel de santé

On note une insuffisance de personnel qualifié, une absence de femmes dans les COGEC/COGES. On a 12 qualifiés sur 33.

5.1.5. Les partenaires de la santé

Les deux principaux partenaires de santé sont : l'UNICEF et le FNUAP.

5.1.6. Taux de construction vaccinale par tranche d'âge suivant les grandes endémies

Les taux de couverture vaccinal sont :

- BCG : 85%
- DTCP₃ : 56%
- Rougeole VAR : 7,2%
- VAT 2 : 22%

5.1.7. Dépenses de santé

- Médicament : 4.151.145 Fcfa
- Fonctionnement : 5.918.485 Fcfa
- Investissement : 282.500 Fcfa
- Total : 10.352.130 Fcfa

5.1.8. Poids à la naissance

A leur naissance, les enfants ont un poids qui s'avoisine à 3,5 kg.

5.2. *Education*

5.2.1. Infrastructures scolaires

Toutes les écoles primaires sont construites en matériaux définitifs et se trouvent dans de bonnes conditions à l'exception des écoles de Boyi Zéya et Gunia nouvellement créées. Signalons qu'une réflexion au sujet d'anciens bâtiments s'avère indispensable. Par rapport à la construction des écoles, l'AGEFIB et le PIP prennent une grande partie.

5.2.2. Répartition des infrastructures scolaires par niveau

On compte vingt et un (21) écoles primaires et un (01) collège dans la commune.

5.2.3. Personnel enseignant par catégorie

- Titulaires : 25 enseignants
- Contractuels : 25 enseignants
- Communautaires : 16 enseignants

On a note au total : 76 enseignants.

5.2.4. Effectifs scolaires par sexe

Les effectifs enregistrés dans les écoles au cours de l'année scolaire 2005-2006.

- Effectifs des garçons : 2181
- Effectifs des filles : 1202
- Total : 3383
-

5.3. *Alphabétisation*

Les programmes d'alphabétisation existent et s'exécutent. Mais très peu s'y intéressent.

5.4. *Centres de formation*

Les centres de formation sont inexistantes en dehors de quelques foyers d'animation des ONG et de quelques animations des structures étatiques.

5.5. *Art, culture, sport et loisir*

5.5.1. Art et culture

Les activités culturelles sont nombreuses et variées : baptême, funérailles et manifestations publiques (10 octobre moderne par village ; des dames ; des chants ; la fête des pêcheurs haoussa etc). Les grandes fêtes sont le ramadan et la tabaski. Les activités sportives sont marquées par les compétitions de lutte traditionnelles qui permettent aux jeunes de mesurer leurs forces et leurs atouts locaux. Pour les autres activités sportives, les infrastructures n'existent pas.

5.5.2. Sport et loisirs

Les activités sportives sont marquées par les compétitions de lutttes traditionnelles qui permettent aux jeunes de mesurer leurs forces et leurs atouts locaux. Pour les autres activités sportives, les infrastructures n'existent pas.

Chapitre VI : RESSOURCES FINANCIERES

6.1. *Evolution du budget communal*

Pour la période de 1998 à 2002, la commune de Karimama a réalisé 141.052.507 francs de dépenses budgétaires totales soit une moyenne annuelle de 28.210.500 francs ainsi que l'indique le tableau ci-dessous

Année	Dépenses	Variations (en %)
1998	26.599.070	-
1999	21.720.508	- 18,34
2000	19.518.406	- 10,13
2001	49.675.625	154,50
2002	23.538.906	- 52,61
Total	141.052.507	-
Moyenne	282.210.500	

6.2. *Recettes*

Pour la période de 1998 à 2002, la commune de Karimama a pu mobiliser 136.297.654 francs de recettes budgétaires totales soit une moyenne annuelle de 27.259.530 francs

6.3. Dépenses

Pour la période de 1998 à 2002, la commune de Karimama à réalisé 141.052.507 francs de dépenses budgétaires totales soit une moyenne annuelle de 28.210.500 francs.

Chapitre VII **CONTRAINTES ET ATOUTS DE LA COMMUNE**

7.1. *Milieu physique*

- ❖ Contraints : Faible pluviométrie, large occupation de la 2/3 de la superficie de la commune par le parc W. Agriculture, Elevage, Pêche difficile.
- ❖ Atouts : Présence des cours d'eau : fleuve Niger, Mékrou, Alibori, Parc W

7.2. *Niveau organisationnel :*

- ❖ Contraints : Difficultés de mobilisation de la participation communautaire
- ❖ Atouts : Existence du CMO (Comité Maîtrise d'ouvrage).

7.3. *Agriculture*

- ❖ Contraints : Insuffisance de terres cultivables. Divagation des animaux dans les cultures. Mauvaise gestion des terres cultivables. Appauvrissement des terres cultivables.
- ❖ Atouts : Terres faciles à exploiter. Cultures attelée assez répandues.

7.4. *Elevage*

- ❖ Contraints : Insuffisance des zones de pâturage. Insuffisance / Non respect des couloirs de passage. Extension et existence de maladies endémiques. Feux de brousse tardifs.
- ❖ Atouts : existence de cours d'eau pour abreuver. Forage de quelques puits pastoraux en cours. Existe des parcs modernes de vaccination. Existe marché à bétails.

7.5. *Education primaire*

- ❖ Contraints : Difficulté à mobiliser la participation communautaire
- ❖ Atouts : Existence d'APEDD (AGeFIB).

7.6. *Education secondaire*

- ❖ Contraints : Manque d'enseignants qualifiés
- ❖ Atouts : Existence d'APEDD (AGeFIB).

7.7. *Unité économique*

- ❖ Contraints : Fiable engouement des populations aux actions communautaire au développement. Mauvaise compréhension de principes démocratique / Lois. Mauvaise gestion au sein des organisations locales de la société civile.
- ❖ Atouts : Existence de ressources locales. Existence de la CLCAM et d'autres structures de micro crédits. Existence de fond de solidarité. Existence de structures organisées (UCP, GV, GF, ONG locales).

7.8. *Commerce*

- ❖ Contraints : Existence d'infrastructures vers certains marchés ; commerce peu développé / organisés. Manque / insuffisance de capitaux. Densité ressèment des opérateurs économiques.
- ❖ Atouts : Existence de voies de communication avec Malanville ; Existence de plusieurs marchés.

7.9. *Energie*

- ❖ Contraints : Manque d'activités génératrices de revenus liées à l'énergie
- ❖ Atouts : Le soleil est ici source d'énergie.

7.10. *Arts, Sport, Culture*

- ❖ Contraints : Manque d'initiatives
- ❖ Existence de main d'œuvre

7.11. *Ressources financières*

- ❖ Contraints : Faiblesse des ressources financières
- ❖ Atouts : existence de ressources locales. Existence de la CLCAM et d'autres structures de micro crédits. Existence de fonds de solidarité. Existence de structures organisées (UCP, GV, GF, ONG locale)

Chapitre VIII : PRINCIPALES FILIERS PORTEUSES

Les principales filières mises en œuvre dans la commune sont :

- Pisciculture
- Riziculture
- Maraîchage
- Agriculture
- Tourisme
- Elevage

Parmi toutes ces filières, certaines sont considérées par les populations comme porteuses. Il s'agit essentiellement du riz, de l'oignon et de la pêche.

Pour le riz, les raisons sont les suivantes :

- Disponibilité de bas-fonds et cours d'eau
- Création d'emplois
- Réduction de la pauvreté
- Sécurité alimentaire
- Freinage de l'exode rural
- Amélioration des conditions de vie des producteurs
- Absence de mévente

Pour ce qui concerne l'oignon, on note :

- Réduction de la pauvreté
- bonne rentabilité
- disponibilité du marché
- potentialités agricoles existantes

Il est à noter que la production d'oignon est faible par rapport aux besoins.

Enfin, dans le cas de la pêche (poisson), la raison fondamentale est la disponibilité de bas-fonds et cours d'eau

Les ressources naturelles de la commune sont largement favorables au développement de la riziculture et des cultures maraîchères en particulier l'oignon.

L'échec des grands périmètres irrigués des années soixante, et la timidité des projets de développement à promouvoir la riziculture, on observe une relance endogène très importante. Cet essor est en partie dû à la crise cotonnière surtout dans le nord, mais aussi à l'augmentation de la demande locale et à l'introduction des semences améliorées. L'engouement pour la production de riz ces 10 dernières s'accompagne de nombreuses initiatives de structuration des producteurs de riz. La production s'accompagne de l'émergence d'un secteur de transformation peu performant, mais qui a l'avantage d'être décentralisé, c'est à dire proche des producteurs. Les opérateurs économiques privés prennent progressivement ce secteur en main, et ont même eu tendance à diminuer les coûts de transformation.

Les producteurs du riz font face à de nombreuses difficultés liées non seulement à la pénibilité des travaux, notamment le labour et le désherbage, mais aussi aux problèmes d'accès aux intrants (semences améliorées, engrais et herbicides). Les CeRPAs et les services décentralisés du Ministère de l'Agriculture ont dû se replier sur les activités découlant des fonctions régaliennes de l'Etat. Dorénavant ils ne fournissent plus ni intrants ni biens d'équipement. Les OP qui encadrent la production de riz éprouvent encore des difficultés à accomplir ces fonctions.

Au prix actuel de vente du paddy local la production de paddy est rentable dès que les rendements dépassent 2,75 tonnes/ha avec l'utilisation d'engrais et 2,25 tonnes/ha sans engrais. Le système de riziculture de bas-fond aménagé où sont appliquées les variétés améliorées et les intrants est le plus rentable.

L'essentiel des contraintes de la filière se situe en aval de la production, c'est à dire au niveau de la transformation et de la commercialisation. La majorité du décorticage est réalisé par les moulins polyvalents provenant du Nigeria. Ils ne sont pas équipés de dispositif de nettoyage et de tamisage. Le riz produit est de faible qualité et n'est pas apprécié par la population urbaine. Ceci se reflète directement sur le prix du riz net plafonnant autour de 200 à 220 Fcfa/kg. Par contre le prix d'un riz de qualité supérieure se situerait entre 250 et 350 Fcfa/kg. Les faibles taux de décorticage qui se situent à 60 % dans le sud et 70 % dans le nord, où les femmes pratiquent préalablement l'étuvage, nuisent également à la qualité du riz.

La commercialisation du paddy est gérée par les collectrices. Le paddy est souvent un tout venant. Les prix chutent lors des récoltes, puis après quelques mois se stabilisent autour de 100 Fcfa/kg. La grande majorité du paddy est écoulee en petites quantités sur le marché local.

Stratégie de développement de la filière riz

Alors que l'accroissement de la production de riz se confirme, l'objectif principal de la Stratégie va être d'améliorer la qualité du produit. Les organisations de producteurs seront mises au centre du dispositif d'amélioration de la transformation et de la commercialisation du riz local pour qu'elles puissent bénéficier au maximum de l'augmentation de la marge de la filière. L'augmentation du prix du riz d'au moins 25% se répercutera directement et de façon amplifiée sur les revenus des producteurs. Elle rendra cette culture plus compétitive non seulement vis à vis des autres cultures vivrières, mais aussi du coton. Le premier objectif est donc d'arriver à une production économique qui pourrait déboucher sur une autosuffisance nationale en riz.

- La première stratégie est de rechercher une qualité de riz local pouvant être compétitif avec le riz importé. Ceci n'implique pas seulement l'introduction d'équipements plus performants et appropriés, mais aussi une labellisation du riz local, basé sur le respect rigoureux d'un cahier de charge. Ce cahier de charge couvrira toute la filière, en commençant par le choix de la semence, définissant le mode de battage et d'étuvage pour enfin retenir les types de décortiqueuses. L'Etat devra adopter une politique nationale d'incitation du riz paddy par une amélioration du prix d'achat au producteur.
- La deuxième stratégie est de renforcer la capacité des organisations de producteurs de riz, de les rendre fonctionnelles en tant que prestataires de service.
- La troisième stratégie est de renforcer la capacité des prestataires de service dans le domaine de la transformation et la mécanisation agricole.
- La commune aussi se doit de s'investir pour renforcer les capacités des organisations de producteurs de riz, de les rendre fonctionnelles en tant que prestataires de service. Elles devront devenir de véritables organisations professionnelles et en tant que telles traiter avec les prestataires de services actifs dans le domaine de la production, de la transformation et de la commercialisation. Il s'agit donc de mettre en place des formations professionnelles intensives.

- Poursuivre l'organisation des acteurs de la filière.
- Le renforcement des capacités des producteurs sera étendu jusque dans le domaine des travaux d'aménagement sommaire.
- Adopter les solutions d'aménagement des bas-fonds les moins coûteuses pour améliorer les superficies de production.

Chapitre IX : PERSPECTIVES ET RECOMMANDATION

Les perspectives au niveau de la commune de Karimama sont :

Projet d'amélioration des enseignements, de l'alphabétisation, des services de santé. Existence du réseau hydraulique et assainissement, amélioration des services de communication, du cadre de vie et de travail des fonctionnaires en service dans la commune. Promotion de la culture, du tourisme, des sports et de loisirs. Aménagement du territoire. Promotion des cultures maraîchères dans la commune de Karimama ainsi que celle des cultures de maïs, riz, arachide, manioc et courge. Promotion de l'élevage de bovins, petits ruminants et volailles (oies, canard, pintade, poules). Amélioration de la pisciculture dans les étangs et trou à poissons. Valorisation des ressources accessibles du parc W. Promotion des activités génératrices de revenus. Restauration des ressources forestières et d'autres composantes de la diversité biologique. Amélioration du système de communication. Mobilisation des ressources financières.

CONCLUSION

La valorisation des filières porteuses de la commune pouvait constituer une base pour le développement économique local ; l'exercice effectué pour déterminer les filières porteuses, les filières charnières ou leviers de la commune est sans aucun doute porteur d'espoir ; mais cet espoir ne pourra être satisfait qu'en terme d'amélioration de compétitivité aussi bien au plan communal, national qu'international; cela implique la mise en oeuvre de stratégies permettant d'atténuer ou de neutraliser les contraintes observées. En d'autres termes tous les principaux acteurs sont concernés et doivent prendre des engagements.